

NATURE ET PERSPECTIVES DE LA CRISE DU SYSTÈME MONÉTAIRE CAPITALISTE

PAUL BOCCARA

Ce texte reproduit la contribution centrale de la délégation du Parti communiste français au colloque international sur la crise du système monétaire capitaliste qui s'est tenu à Saint-Denis, les 26 et 27 novembre 1973.

NATURE ET EXPLICATION : LA CRISE DU SYSTÈME MONÉTAIRE EXPRESSION DE LA CRISE DU C.M.E.

Nature et fondements de la crise du système monétaire

● Qu'est-ce que la crise du système monétaire au sens strict ? S'agit-il seulement d'un **désordre des relations monétaires**, tel qu'il n'arrive pas à se résorber comme nous le connaissons depuis quelques années, avec : l'accélération de l'inflation, les mouvements erratiques des capitaux liquides, les vagues de spéculations massives sur les monnaies et sur l'or, les modifications brutales et répétées des taux de change ?

Au-delà de ces graves perturbations, la crise du système monétaire capitaliste concerne plus précisément la détérioration grave du fonctionnement du système et son démantèlement. Cette détérioration est telle qu'elle a entraîné assez rapidement **la ruine des deux fondements de l'organisation monétaire capitaliste internationale** instituée après la deuxième guerre mondiale : la convertibilité officielle du dollar en or et les taux de change fixes des monnaies.

Après avoir couvé pendant des années (marquées par l'avertissement de 1958), la crise éclate donc en mars 1968, avec la création du double marché de l'or (c'est-à-dire l'instauration du cours privé de l'or en dollars, à côté du prix officiel de l'or entre banques centrales). 1971 voit l'achèvement de cette atteinte au premier fondement du système, avec la non-convertibilité du dollar en or, même entre banques centrales. Après les deux dévaluations du dollar, le flottement généralisé des monnaies en 1973 exprime la ruine du deuxième fondement du système : les taux de change fixes révisables sous certaines conditions.

● La crise du dollar n'est pas une simple crise de la monnaie des Etats-Unis. **C'est en tant que pivot du système monétaire capitaliste actuel que le dollar est au centre de la crise de ce système.**

Après la deuxième guerre mondiale, s'est instauré le système du « gold exchange standard », où les monnaies de réserve internationales sont l'or et le dollar (essentiellement). Ce système correspond à la fois au rôle dominant des Etats-Unis au lendemain de la guerre mondiale (avec l'importance du solde positif de leur balance commerciale et l'énormité de leur stock d'or) et aux nécessités du développement du capitalisme monopoliste d'Etat à l'échelle mondiale.

Dans le C.M.E., le financement de type public des profits et de l'accumulation du capital monopoliste (par l'aide à l'investissement et les commandes publiques) joue un rôle fondamental. Ce financement s'appuie, en dernière analyse, sur le système de crédit interne et sur l'utilisation par l'Etat de la banque d'émission nationale. Ce financement de type public existe aussi à l'échelle internationale. Les Etats-Unis ont favorisé l'expansion mondiale de leurs sociétés multinationales, grâce au rôle international du dollar. Mais aussi, le dollar convertible en or a été utilisé comme substitut de monnaie universelle de réserve ou de gage de monnaie. Il a donc servi de support à l'élasticité nouvelle de l'expansion monétaire et de crédit à l'intérieur de chaque pays, dans le cadre du C.M.E. Contrairement aux autres monnaies qui ont pu être dévaluées, le dollar garde alors sa parité-or inchangée.

● Cependant, à la fin des années 1960, les capitaux accumulés depuis la fin de la deuxième guerre mondiale sont devenus si colossaux qu'ils ne peuvent être suffisamment rentabilisés par l'exploitation habituelle des travailleurs et par l'aide habituelle de l'Etat. Il y a une suraccumulation profonde et relativement durable des capitaux. D'où l'effort pour accroître de façon nouvelle les profits capitalistes et l'accumulation. Cela se traduit, tout particulièrement, avec le gonflement du crédit et du financement public de plus en plus monétaire, par le **gonflement des prix pour gonfler les profits, entraînant l'accélération nouvelle de l'inflation.** La hausse des prix se répercutant sur

les coûts nécessite une nouvelle hausse pour accroître encore les profits : d'où l'accélération de la hausse. Mais cette inflation accélérée développe aussi les tendances nouvelles à la surproduction. En particulier, la consommation des masses peut moins que jamais suivre la croissance du produit en volume et en prix. D'où l'aggravation de l'insuffisance des débouchés intérieurs, l'exacerbation des luttes sur les marchés extérieurs, les tendances au chômage plus important et plus durable.

C'est dans ce cadre que se situe, selon nous, l'aggravation du déficit de la balance des paiements des Etats-Unis. Ce déficit cumulé pendant les années 1950 et surtout 1960, avait déjà expliqué l'accumulation du papier-dollar à l'étranger. L'aggravation du déficit à partir de la fin des années 1960 correspond à l'amenuisement du solde positif de la balance commerciale des Etats-Unis (allant jusqu'à son déficit en 1971 et 1972), lié à leur inflation accélérée et à l'exacerbation de la concurrence. Ce déficit de la balance des paiements correspond aussi à l'augmentation considérable des dépenses à l'étranger (dépenses de gendarme international) et surtout des exportations de capitaux à long terme (principalement en Europe occidentale). La « confiance » décroît rapidement dans la masse des dollars-papiers accumulés à l'extérieur des Etats-Unis.

Pendant, toutes les monnaies sont minées par l'inflation désormais accélérée. Partout, les excédents de capitaux par rapport aux possibilités d'investissement rentable expliquent la tendance à la thésaurisation de l'or, la recherche de profits spéculatifs par les capitaux liquides, le développement de l'exportation des capitaux à long terme. Cela renforce les perturbations des balances des paiements (liées aussi aux déséquilibres nouveaux des balances commerciales) et les perturbations des rapports de change.

D'expédient en expédient (suppression partielle de la convertibilité du dollar, élargissement des marges de fluctuation, etc.), on aboutit à la suppression de la convertibilité du dollar et au flottement généralisé des monnaies. C'est-à-dire qu'il n'y a plus de garantie officielle ni de valeur objective des monnaies, ni de stabilité des rapports entre elles.

**L'insertion de la crise du système monétaire
dans un ensemble plus vaste :
la crise du système monétaire,
expression de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat**

Les graves difficultés actuelles dans les différents domaines de la vie économique et sociale des pays capitalistes sont-elles de simples conséquences de la crise du système monétaire ou, au contraire la crise du système monétaire est-elle partie intégrante d'un ensemble plus vaste, d'une crise affectant tout le capitalisme ?

- Sur le plan intérieur de chaque pays capitaliste, on ne peut pas parler de simples conséquences de la crise du système monétaire. Les gouvernements veulent justifier les difficultés des travailleurs avec l'alibi des difficultés économiques extérieures. Mais la crise a essentiellement des causes internes dans chaque pays, liées à la domination du capitalisme monopoliste d'Etat et à la politique des Etats monopolistes.

Certes, les spéculations et les mouvements de capitaux à court terme aggravent les difficultés et les désordres de l'inflation. Mais l'inflation désormais accélérée, avec ses graves conséquences sur le pouvoir d'achat des masses, a principalement des causes internes, tenant dans chaque pays aux conditions nouvelles du financement public et de la rentabilité des monopoles. De même les politiques d'austérité que l'on s'efforce de mettre en place actuellement, en France comme dans d'autres pays européens et notamment dans la C.E.E. au nom de la lutte contre l'inflation, se rattache aux conditions économiques nouvelles de la lutte des classes. Il s'agit d'efforts pour limiter autoritairement les salaires et les revenus populaires ainsi que pour freiner la croissance nécessaire des équipements collectifs afin de favoriser coûte que coûte les profits et l'accumulation monopolistes.

Les sorties de capitaux à long terme ou les prises de contrôle étrangères, les effets commerciaux des modifications des rapports de change contribuent à expliquer la fréquence nouvelle des licenciements. Mais ces licenciements se situent dans le cadre des conditions actuelles de restructurations monopolistes et du chômage plus massif et plus durable.

- Sur le plan international, les luttes commerciales exacerbées sur les marchés extérieurs, le développement rapide des exportations de capitaux à long terme utilisent l'arme des modifications des taux de change des monnaies. Voir l'effet de la dévaluation officielle et de fait du dollar en 1973 sur les exportations des Etats-Unis, ou encore le rôle de la réévaluation du deutschmark dans l'accélération de l'exportation des capitaux à long terme de la République fédérale allemande. Mais ce sont fondamentalement les conditions nouvelles de la concurrence (chaque pays voulant davantage exporter qu'importer, en raison des limites du débouché intérieur, ce qui est impossible pour tous) ainsi que la surabondance nouvelle des capitaux qui expliquent ces luttes sur les marchés commerciaux et financiers.

Les conditions actuelles de l'économie capitaliste entraînent d'ailleurs une véritable crise des relations économiques internationales. D'où les grands affrontements économiques et politiques interimpérialistes et les négociations en cours s'efforçant de les résoudre. Il s'agit tout particulièrement de la contre-offensive de l'impérialisme américain visant à renforcer son hégémonie sous des formes interétatiques nouvelles.

Les grands affrontements et négociations interimpérialistes actuels, depuis les discussions commerciales du Nixon-Round jusqu'à celles concernant la réforme du système monétaire, en passant par les débats sur la nouvelle alliance atlantique du plan Nixon-Kissinger ou sur les échanges Est-Ouest, ne sont pas de simples conséquences de la crise du système monétaire. Ils sont l'expression d'un tournant et de difficultés extrêmement profondes dans les relations économiques internationales des pays capitalistes. Les affrontements nouveaux entre pays sous-développés dominés et pays impérialistes dominants ne sont pas seulement conditionnés par les problèmes de l'inflation accélérée et de son effet sur le pillage accru des ressources naturelles payées en dollars dépréciés. Ils s'insèrent dans le cadre du gaspillage monopoliste devenant intolérable des capitaux (et donc des ressources naturelles et des hommes) ainsi que dans une crise de structure de la domination impérialiste.

La crise du système monétaire n'est, en réalité, que l'expression la plus évidente de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat dans son ensemble. Nous considérons, en effet, qu'après l'essor des années 1945-1967, on est entré, depuis 1967-1969 environ, dans une phase nouvelle de la crise générale du capitalisme, celle de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat lui-même.

C'est sur cette base que l'on pourrait le mieux apprécier les perspectives de la crise du système monétaire capitaliste.

PERSPECTIVES ET SOLUTIONS : DES PALLIATIFS ET DES REFORMES IMPERIALISTES AUX SOLUTIONS VERITABLES ET AUX MESURES IMMEDIATES DEMOCRATIQUES

Palliatifs et tentatives de solution impérialistes

- De 1968 à 1973, se sont succédés une série d'expédients.

Ces mesures, tout en repoussant quelque peu les échéances ont contribué en définitive à l'aggravation de la crise du système monétaire.

On doit tout spécialement citer les Droits de Tirage Spéciaux (D.T.S.) mis en pratique à partir de 1970 au Fonds Monétaire International (F.M.I.). Ces D.T.S. ont permis aux Etats-Unis de tirer des quantités importantes de monnaie des autres Etats contre du papier-dollar. Tout en allégeant les exigences du remboursement du dollar, ces D.T.S., ont permis à son inflation et à celle des autres monnaies capitalistes de redoubler. Les « balances dollars » (dollars accumulés à l'étranger) ont connu une croissance formidable. Elles sont estimées en 1973 à près de 200 milliards, dont environ la moitié dans les Banques Centrales en dette officielle.

- Les tentatives d'unification monétaire européenne dans la C.E.E. des Neuf.

L'accord des Six à Bruxelles en mars 1972 (auquel le Royaume Uni et les autres candidats à l'entrée dans la C.E.E. avaient donné leur agrément) a esquissé un rapprochement des politiques monétaires et tracé la perspective d'une « union économique et monétaire » faisant peser de graves risques sur la souveraineté monétaire et l'indépendance de chaque nation.

En fait, contrairement à leur prétention affichée, les efforts d'« unification » n'ont pas empêché :

1) Les mouvements divergents entre les monnaies de la C.E.E. bien plus importants qu'avant 1968 : qu'il s'agisse des tensions entre le franc français et le deutsch-mark au début de 1973, ou encore des flottements séparés de la livre sterling ou de la lire italienne.

2) Une tendance à la domination de la politique monétaire de la R.F.A. et du deutsch-mark, dans le cadre de la flottaison concertée de six des neuf monnaies de la C.E.E. décidée à partir de mars 1973 : endettement notamment de la France vis-à-vis de la R.F.A., extension du rôle de monnaie de réserve internationale du D.M., exportation accélérée des capitaux ouest-allemands, démantèlement du contrôle des changes notamment en France.

En ce moment, on veut prendre prétexte de la lutte commune contre l'inflation dans le cadre de la C.E.E., pour justifier un plan d'austérité renforcée, une police des salaires et de tous les revenus populaires sous couvert de politique des revenus, des restrictions des consommations collectives sous prétexte de saine gestion budgétaire.

3) La pression des Etats-Unis pour faire admettre leurs vues concernant la consolidation des balances dollars et la réforme du système monétaire international s'est effectuée, entre autres, à travers les pressions de la R.F.A. sur la France dans le cadre du flottement concerté.

- La réforme du système monétaire international au stade actuel.

On peut distinguer parmi les plus importants problèmes en suspens : le problème des balances dollars ; le problème de la convertibilité du dollar et des autres monnaies ; le problème d'une nouvelle monnaie de réserve internationale et du rôle de l'or.

Selon l'avant-projet de réforme du système monétaire capitaliste, accepté à l'assemblée générale du F.M.I. en septembre 1973 :

— les parités monétaires seraient bien plus ajustables que dans l'ancien système ;

- la direction politique du F.M.I. serait renforcée avec une instance interétatique nouvelle ;
- le rôle de l'or serait officiellement « réduit », on ne sait trop comment encore ;
- les D.T.S., dont l'appellation serait éventuellement modifiée, seraient généralisés pour fournir le principal instrument de réserve monétaire ;
- le retour à la convertibilité excluerait les balances dollars déjà accumulées dont la consolidation serait négociée à part.

On peut dire que les problèmes fondamentaux de la crise — le problème de la domination du dollar, celui du désordre inflationniste international — ne sont ainsi résolus.

Le système serait « assoupli » pour s'adapter, y compris par les réévaluations normalisées, aux exigences d'expansion mondiales de l'impérialisme américain. Le contrôle des Etats-Unis pourrait se renforcer, à travers la concertation accrue avec les autres Etats plus souplement intégrés, grâce aux pouvoirs étendus du F.M.I. Un compromis pourrait intervenir pour une consolidation scandaleuse, très avantageuse pour les Etats-Unis, des balances dollars officielles.

Les nouveaux D.T.S. seraient probablement définis à partir d'un « cocktail » de monnaies capitalistes dominantes. Ainsi pourraient être maintenues, sous des formes souples, la suprématie du dollar et son inflation accélérée ainsi que l'inflation des autres monnaies capitalistes. La nouvelle définition des D.T.S. et la généralisation de leur usage pourraient venir saper encore les timides tendances à l'autonomie de l'organisation monétaire de la C.E.E.

Non seulement ce type de « réforme » continuerait à rendre possible les désordres de l'inflation accélérée actuelle. Mais encore les fondements profonds du désordre monétaire dans la crise du système capitaliste lui-même, ne seraient pas atteints.

Solutions véritables et mesures immédiates de types démocratique

Les réformes et réorganisations que les impérialistes s'efforcent de mettre en place actuellement ne pourront supprimer ni le désordre nouveau des relations monétaires et économiques, ni les difficultés et risques accrus pour les travailleurs, ni l'exacerbation des antagonismes interimpérialistes. En effet, tous ces maux ont des causes très profondes et expriment la crise du capitalisme monopoliste d'Etat lui-même. De même que la solution véritable de cette crise exige la rupture avec la domination des monopoles capitalistes aidés par l'Etat, de même elle exige la rupture avec la domination des relations économiques internationales par un système monétaire permettant à l'impérialisme de faire la loi.

Toutefois, les impérialistes et surtout les impérialismes dominants, celui des Etats-Unis tout particulièrement, et secondairement ceux de la R.F.A. et du Japon, peuvent s'appuyer sur les besoins profonds de relations internationales plus organisées, afin de tenter de mettre sur pied et de faire accepter aux travailleurs des organisations supranationales dans l'intérêt des monopoles multinationaux dominants, tout spécialement sur le plan monétaire.

Ils peuvent aussi s'appuyer pour ce faire sur les illusions que tendent à répandre l'idéologie social-démocrate, c'est-à-dire l'idéologie réformiste, sur les solutions impérialistes comme les nouveaux D.T.S. et sur des mesures de « démocratisation » superficielle des relations économiques et monétaires internationales. Cependant, les difficultés objectives persistant et s'approfondissant favorisent la lutte contre les illusions réformistes et l'union dans les luttes antimonopolistes.

D'où, à notre avis, la grande portée des luttes de masse unitaires que les communistes peuvent impulser, dans l'union avec les socialistes et les différentes organisations ouvrières et démocratiques, sur les deux plans inséparables des solutions de fond véritables et des mesures immédiates allant dans leur sens.

● Solutions de fond véritables.

En ce qui concerne les solutions véritables on peut, nous semble-t-il, distinguer trois questions :

Première question : la solution de la crise du système monétaire ne doit-elle pas s'insérer dans un ensemble plus vaste : un nouveau type de relations économiques internationales, monétaires, commerciales, financières, technologiques, fondé sur des accords planifiés et garantissant l'avantage mutuel ?

Selon nous, seule l'action conjuguée de toutes les forces démocratiques et anti-impérialistes peut arriver à instaurer un tel type de relations :

— action des peuples des pays sous-développés dominés par l'impérialisme pour un nouveau type de rapports internationaux, comme l'a réclamé notamment la conférence des pays non alignés d'Alger en septembre 1973 ;

— action des pays socialistes pour des rapports mutuellement avantageux et garantissant la souveraineté dans les relations économiques Est-Ouest qui s'intensifient rapidement ;

— action des travailleurs des pays capitalistes développés et notamment des pays d'Europe capitaliste, pour des relations internationales de coopération dans le respect de la souveraineté nationale et des intérêts mutuels des peuples notamment à l'échelle de l'Europe.

Deuxième question : seule l'instauration du socialisme fournira la solution définitive de la crise du capitalisme. Dans la mesure où la solution de la crise du système monétaire s'insère dans le cadre de la solution de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, les solutions de fond véritables ne réclament-elles pas des progrès décisifs de la démocratie et du socialisme à l'échelle mondiale ? Progrès des mouvements de libération nationale dans leur émancipation économique, progrès des pays socialistes dans leurs relations internationales à l'échelle mondiale, rupture dans un certain nombre de pays capitalistes avec la domination des monopoles capitalistes. Nous pensons qu'en France c'est sur la base de la démocratie économique et politique avancée qu'instaurera la réalisation du Programme commun des partis communiste, socialiste et radical de gauche que nous pourrons commencer à sortir véritablement de la crise du système monétaire et de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat dans son ensemble.

Troisième question : au niveau du système monétaire lui-même, une solution de fond véritable ne pourra intervenir que sur la base des profondes transformations anti-monopolistes à l'échelle mondiale évoquées plus haut. Alors le système monétaire international serait une sorte de système de transition, où les éléments de calcul planifiés, concernant notamment l'emploi des hommes et l'utilisation des ressources, ainsi que la participation des pays socialistes permettront de dégager graduellement les relations internationales de la dictature aveugle de la monnaie capitaliste et du capital monopoliste.

A notre avis, si nous devons dégager la perspective des solutions de fond véritables, nous devons aussi tracer des étapes intermédiaires vers elles et tout d'abord, dans une première étape, définir des mesures immédiates de type démocratique pour faire face à la crise du système monétaire capitaliste.

● **Mesures démocratiques immédiates.**

Il est possible de mobiliser les travailleurs en vue d'arracher des mesures applicables immédiatement. Ces mesures immédiates, sur lesquelles la session du Comité central du Parti communiste français du 13 septembre 1973 a commencé à faire des propositions à l'échelle notamment de l'Europe capitaliste, peuvent concerner trois ensembles d'actions :

Premier ensemble : action concernant les questions intérieures immédiates posées par la crise du système monétaire : au niveau du pouvoir d'achat et de la hausse des prix, avec la lutte contre le plan d'austérité à l'échelle de la C.E.E. des Neuf notamment, au niveau de la garantie de l'emploi, au niveau de la spéculation et du contrôle des changes.

Deuxième ensemble : action concernant les relations internationales commerciales, industrielles et financières : au niveau des

négociations commerciales du Nixon-Round sur les tarifs douaniers et les réglementations, au niveau du contrôle des sociétés multinationales et des implantations de capitaux au niveau de la coopération nécessaire entre les pays de la C.E.E. pour un contenu démocratique de cette coopération et contre une intégration supranationale.

Troisième ensemble : action concernant directement les tentatives de réforme du système bancaire lui-même : au niveau du remboursement des balances dollars officielles, pour lesquelles il n'est pas question de faire des cadeaux scandaleux aux Etats-Unis, au niveau de la lutte contre la supranationalité monétaire sous prétexte de coopération dans le cadre de la C.E.E. comme au sein du F.M.I., au niveau de la référence nécessaire du système monétaire à l'or. Dans l'immédiat, l'or reste en effet la référence nécessaire des monnaies. L'or demeurera en fait cette référence « objective », tant que les lois aveugles de l'échange marchand capitaliste domineront les rapports internationaux. Toutes les prétendues « démonétisations » officielles de l'or visent, en fait, à faciliter l'acceptation par le crédit international des émissions monétaires et des prélèvements inflationnistes des puissances impérialistes dominantes, tout particulièrement de la part des Etats-Unis.

En ce qui concerne ces trois ensembles d'actions, les luttes immédiates peuvent réclamer des mesures précises : échelle mobile des salaires, contrôle des prix, contrôle de l'utilisation privée des fonds publics, non licenciement sans reclassement équivalent, pénalisation de la spéculation dans le cadre du contrôle des changes, refus de concessions commerciales et tarifaires unilatérales, contrôle effectif des politiques des sociétés multinationales, exigence de l'utilisation d'une partie des avoirs officiels en dollars pour racheter les actifs des sociétés multinationales à base américaine dans les secteurs-clés de l'économie, exigence de la référence nécessaire des monnaies de réserve à l'or, exigence du respect de la souveraineté monétaire malgré la coopération entre les Banques centrales.

Partout où cela est possible, comme en ce qui concerne les prix, l'utilisation des fonds publics, la garantie de l'emploi, l'action des sociétés multinationales, etc., on doit réclamer le contrôle des travailleurs, de leurs organisations syndicales, de leurs élus, sur les mouvements effectifs et sur l'exécution des mesures démocratiques.

La responsabilité historique des partis communistes d'Europe capitaliste est grande. En partant des préoccupations immédiates des masses confrontées aux difficultés de la crise du système monétaire (comme les préoccupations concernant la hausse accélérée du coût de la vie à partir desquelles nous connaissons, en France, une grande offensive des différentes couches populaires), il est possible de développer de très larges actions populaires

sur le plan national et international. Etant donné la dimension internationale des problèmes et l'alibi mis en avant par les différents gouvernements rejetant la responsabilité des difficultés intérieures sur le « désordre international », la coordination des luttes populaires, nationales et internationales, est nécessaire, tout particulièrement à l'échelle de l'Europe Occidentale. Cette coordination est nécessaire pour faire reculer en Europe capitaliste les plans monopolistes d'austérité et les visées d'hégémonie supranationale, de la part des Etats-Unis mais aussi d'autres impérialismes, ainsi que pour faire avancer les solutions démocratiques anti-monopolistes par des initiatives immédiates, concrètes et hardies.